

Petite Revue Mensuelle.

Depuis plus de quinze jours nous n'avons écorché de ce côté de l'Atlantique que le câble sous-marin. Nous n'en écoutons pas d'autres et nous l'écoutons toujours. Que n'est-il quelque peu plus disert, que ne nous apprend-il tout d'un coup les graves événements qui se passent là-bas. Le Pape a quitté Rome nous annonce-t-il un jour, tout crûment, tout froidement, sans nous dire quand, ni pourquoi. Il nous jette un mot et avec ce mot il nous fait faire une idée et avec cette idée il nous fait inventer des faits et de fait en fait nous bouleversons bientôt l'Europe sans qu'elle ait paru se déranger le moins du monde. Ce n'est que le lendemain ou deux jours après, qu'il nous tire de nos trances en nous informant qu'il n'est pas vrai que le Pape ait quitté Rome; mais ce qu'il en dit ne vaut guère mieux, et ceux qui au premier bruit ont ceint l'épée et endossé l'uniforme du Zouave pontifical n'en seront pas pour leurs frais, car il y a lieu pour eux d'exercer leur courage et leur dévouement à la cause de l'Eglise. Le Pape n'a pas quitté Rome, non, mais il est à la veille d'en être chassé. Les révolutionnaires Italiens, poussés par le bras, d'abord, et ensuite par le soufflé de Garibaldi poursuivent leur marche à travers les roines de leur patrie pour arriver à la cité des Papes au cri de « Rome ou la mort. » Divers engagements ont eu lieu; on s'est battu à Bagnaria, à Montelibate et les avantages (sic) ont été balancés de part et d'autre. Cependant il est aisé de prévoir que la petite troupe qui entoure Pie IX ne saurait résister longtemps aux efforts des révolutionnaires envahissant le territoire pontifical, de tous les côtés à la fois. Peut-être qu'à l'heure où nous traçons ces lignes, le drapeau de l'Unité italienne flotte au sommet du château St. Ange et que la capitale du monde chrétien retentit des éternelles acclamations des bandits et des siccaires impies de Garibaldi et de Mazzini. La résistance des soldats pontificaux ne peut avoir pour résultat que de retarder de quelques jours l'entrée des hordes fanatiques dans Rome et la consommation d'un sacrilège odieux au point de vue de la religion, de l'histoire et des arts. Et puis, la France si elle le veut, si elle tient à son vieux honneur, si elle ne rougit pas de son titre de fille aînée de l'Eglise, si l'épée de Charlemagne n'est pas encore brisée dans ses mains, eh bien! oui la France, gr. ce à ces quelques jours de résistance aura l'occasion de parler et même d'agir s'il le faut. A peine Tenere a-t-elle eu le temps de sécher sur la signature de Napoléon III apposée au bas de la convention du 15 septembre et déjà on en résume le principal article, se rapportant à la protection de Rome et de sa basilique, qu'on a bien voulu appeler un territoire, par dérision sans doute, car l'ombre des murs de la ville le couvre presque entier. Il serait indigne de la nation réputée la plus chevaleresque du monde de subir une pareille injure, sans colère, et sans vengeance. Cette ligne qu'on a cru effacer d'un trait de plume il est de l'honneur de la France d'aller la graver à coups de boulets sur les murs de Florence même.

Mais pourquoi trait-elle droit à Florence, lorsque le gouvernement Italien proteste contre le mouvement et que Rattazzi fait arrêter Garibaldi avant qu'il ait mis le pied sur le territoire pontifical. N'a-t-il pas offert à Napoléon de rentrer lui-même dans Rome pour empêcher la révolution d'éclore? Qui sans doute, le gouvernement de Victor-Emmanuel a fait tout cela, mais en même temps qu'il se montrait ainsi, d'un côté, plein de zèle pour la sauvegarde des traités, de l'autre il pactisait sourdement avec la révolution comme il a déjà fait à Naples et dans les Marches. La seule différence qu'il y ait de fait entre le roi et Garibaldi, c'est que ce dernier est le voleur et le premier le receleur d'Italie. Le machiavélisme le plus chonté, l'hypocrisie, l'astuce, la duplicité forment le fonds de la politique du cabinet de Florence. L'Italie a deux faces, une qu'elle montre à l'Europe, belle, pure, noble, pleine de franchise, l'autre qu'elle ne dévoile qu'en face de la révolution, hideuse par les empreintes du vice et de la passion, narquoise et chontée. Il est temps, si la France veut compter désormais avec elle, qu'elle la corrige et qu'elle la démasque aux yeux de toute l'Europe. Qu'elle envahisse l'Italie sur le champ et jamais guerre plus juste n'aura réuni autant de droits en sa faveur; qu'elle aille arracher ces chaînes de fleurs, (amère dérision!) qu'on a attachées aux mains de Garibaldi dans sa solitude de Caprera, qu'elle lui rive à la place de bonnes et vraies chaînes de bon et vrai fer, et jamais on n'aura fait meilleure justice; qu'elle aille relever le trône de Naples et raffermir celui du Souverain Pontife et jamais depuis Charlemagne nul n'aura rendu pareil service à l'Italie. En un jour elle aura écrasé la révolution et ramené la paix dans ce beau pays on n'en connaît plus les douceurs depuis tant d'années.

On a arrêté Garibaldi et on l'a escorté pompeusement jusqu'à son rocher de Caprera où il pose aux yeux de l'Italie comme la statue vivante de la liberté. De là il écrit presque chaque jour de brûlantes adresses à ses amis, et les soldats de Victor-Emmanuel en sont les porteurs et les distributeurs. On a paralysé le bras d'un vieillard; qu'a-t-on besoin d'une pareille faiblesse, mais la voix de Garibaldi qui est l'âme de l'agitation en la laisse bouleverser toute l'Italie, depuis les Alpes jusqu'à la mer de Sicile. Et Rattazzi s'en lave les mains en face de la France, et dit en soupirant: « Vous voyez, j'ai fait ce que j'ai pu. »

Menotti, fils de Garibaldi, son bras droit et le confident de ses projets est à la tête des envahisseurs. Le bruit qu'on a fait courir au sujet de son arrestation est dénué de fondement. On a dit aussi que Victor-Emmanuel a fait un appel aux grandes puissances contre le traité de septembre et que la Prusse y a répondu favorablement, sans montrer prête à appuyer ses exigences à l'endroit de Rome, mais cette rumeur nous paraît mériter peu de crédit, surtout lorsque de récentes nouvelles nous apprennent qu'une

entrevue, entre Napoléon et le roi de Prusse doit avoir lieu prochainement à Bade. Il est bien vrai cependant que des préparatifs de guerre assez sérieux se font en France, en Prusse et en Autriche, bien vrai que les garnisons des villes et des postes frontières sont doublées et triplées, bien vrai que tous les fusils Chassepot des arsenaux ont été distribués aux troupes; bien vrai aussi que Napoléon a gourmandé la lenteur de l'Autriche dans ses armements; mais ces préparatifs peuvent avoir l'effet de prévenir, plutôt que de provoquer la guerre. La renommée fait aisément des *casa belli* avec le moindre accès de mauvaise humeur de l'Empereur et de M. de Bismark. Ils échangeaient quelques mots fort inoffensifs en apparence, l'un de ces jours derniers, et de suite la presse française s'écrie « c'est la guerre. » C'est une manière comme une autre, adoptée en France pour rappeler M. de Bismark sur la scène. Cette nation si friande de spectacles sanglants, le rappellerait ainsi jusqu'à ce que de gré ou de force il revienne répéter devant elle son drame de Sadowa. Mais comme la pièce se joue à deux, cette fois-ci, ce sera Napoléon qui prendra la place de François et peut-être qu'avant la fin de la pièce les rôles se trouveront intervertis. Au fond de tout cela il n'y aura en réalité qu'une expérience *in animi citi*, faite par deux ambitieux rivaux. Dreyse et Chassepot vont fournir les instruments.

Il y a bien d'autres points noirs à l'horizon: l'Espagne est dévorée par l'anarchie; la Russie montre les dents à la Turquie, qui dévore la Crète, toute palpitante de vie et de patriotisme. Cette noble victime, couverte de plaies saignantes, a cependant réussi à apitoyer la France sur son sort. Fuad Pacha a pris le gouvernement de l'île avec instruction, de la part du divan, d'accorder aux Candiotès une constitution plus libérale et d'y introduire une politique plus digne et plus équitable. Espérons que cette conduite aura pour effet de calmer la guerre civile et d'opérer le rapatriement des 50,000 infortunés qui ont quitté leur sol natal, poursuivis qu'ils étaient par le fer et par le feu. Les consules de l'Empereur Alexandre, adressés à Fuad Pacha lors de leur rencontre en Crimée, n'ont pas peu influé sur cette détermination de la Sublime Porte. Le Czar engageait le Sultan à donner une liberté entière à l'île de Crète et à lui permettre de se réunir à la Grèce, dont les habitants ont une même origine et dont elle a conservé le langage et les mœurs. Le Sultan s'y refusa, objectant, avec raison, que l'indépendance de la Crète ainsi proclamée, après une révolte, provoquerait des mouvements analogues chez toutes les populations grecques et turco-slaves qui font partie de l'empire Ottoman. Encore deux ou trois opérations de ce genre, et bientôt il ne resterait plus que le tronc informe de ce corps immense. La Turquie suit que la Russie est mauvais opérateur, et elle craint la gangrène. Elle n'a pas entièrement tort.

Cette conduite dégagée de la Turquie a donné de l'humeur au Czar, et il ne s'est pas gêné de le faire voir. En dépit de ses bons conseils et de ses protestations d'amitié, nous croyons fermement qu'il va saisir le premier prétexte venu pour marcher sur Constantinople.

Le ciel se rassérénait quelque peu de ce côté-ci de l'Atlantique. Le résultat des élections, aux Etats-Unis, assure le triomphe des anti-libéraux et du président Johnson. Les uns voient s'ouvrir, par là, une ère de paix et de prospérité, mais d'autres croient que cette défaite des libéraux va être le signal d'une nouvelle guerre civile des plus désastreuses.

Nous aussi, en Canada, nous avons terminé heureusement nos élections. Tous les membres du cabinet de la Province de Québec ont été élus avec de fortes majorités. M. Archibald, de la Nouvelle-Ecosse, ministre occupant le portefeuille de Secrétaire-Provincial dans le gouvernement fédéral, a subi une défaite dans son comté. Cet honorable monsieur a remis, depuis, son portefeuille entre les mains de Sir J. A. McDonald, et sa démission a été acceptée par Son Excellence le Gouverneur-Général en Conseil. Son successeur n'est pas encore officiellement connu.

Du reste le sort de M. Archibald a été partagé par presque tous les partisans de la confédération à la Nouvelle-Ecosse. M. Howe qui s'était posé en adversaire quand même de cette mesure, a remporté un succès qui fait de lui dans ce moment l'homme le plus en évidence peut-être, de tout le Canada. Que fera M. Howe? Que fera-t-on de M. Howe? Telle est l'énigme que nous posent à chaque colonne de gazette les sphinx de notre politique.

Les chambres fédérales sont convoquées pour le 6 de novembre prochain, à Ottawa. La session devra être de courte durée. Les affaires à dépêcher ne concerneront guère qu'un établissement de crédit pour le fonctionnement du gouvernement principal et quelques mesures essentielles à l'organisation même du gouvernement et à la mise en œuvre du mécanisme fédéral.

Le cabinet du Nouveau-Brunswick est complètement réorganisé. L'Hon. M. Beekwith est nommé Secrétaire Provincial; l'Hon. M. Sutton, Inspecteur Général; les Hons. MM. Beveridge et Desbrisay, membres du Département des Travaux Publics; l'Hon. M. W. P. Tiewilling, membre du gouvernement, sans portefeuille.

Les idées de conciliation et de bonne entente publiquement manifestées dans la Province de Québec, nous permettent d'espérer une ère de progrès et de développement pour le pays. En joignant à cela la bonne récolte dont le ciel nous a favorisés, cette année, nous pouvons envisager l'avenir d'un ciel serain.

Au milieu de nos rêves de bonheur, la Providence ne nous ménage pas les épreuves. Nous avons perdu plusieurs hommes éminents, depuis l'établissement de la nouvelle constitution. Sa grâce, Monseigneur Turgeon, ex-prêtre le 25 septembre dernier, à l'âge de près de 80 ans. M. Decazes, ex-membre